

# Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - Février 2006 - Rédac chef: P. Le Scouëzec

Edito

## Les bons chiffres

Toute information statistique mérite d'être vérifiée, analysée, commentée, disions-nous dans "Economie picarde" N°20.

Cela est particulièrement vrai pour l'emploi. Aussi, on peut s'inquiéter de la volonté du ministère du Travail de demander à ses services statistiques de « rectifier le tir » des estimations d'emploi, sous prétexte que la stagnation actuelle conduit à s'interroger sur la « baisse » du chômage. Pourtant, pas besoin de telles manipulations : il suffit de choisir les « bons » chiffres. Ainsi, on pourrait avoir une stagnation ou même une hausse de l'emploi salarié total en Picardie en 2005, après la baisse de 2004. Pourtant, l'industrie va mal, les services ne décolent pas. La raison alors ? Les emplois aidés qui avaient fortement diminué en 2004 ont été relancés. Comme quoi, il faut peu de choses pour (presque) faire croire que tout va bien !

## Le chiffre du mois

**-2,5%.** C'est la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en Picardie en 2005. Au-delà de la manipulation des chiffres (radiations), ce recul masque, en fait, une dégradation du marché de l'emploi dans la région : la diminution y est très inférieure à la moyenne nationale (-5,2%), celle des moins de 25 ans tout aussi faible (-2,8% contre -5,8% en moyenne), la part des chômeurs de plus d'un an est en hausse (+2,7% contre -4,5%). Conséquence : la Picardie détient désormais deux records au lieu d'un : celui de la plus forte part des jeunes au chômage (24,7%) est venu s'ajouter à celui, plus ancien, du plus fort taux de chômeurs de longue durée (plus d'un an), 35,7%.

## Naître en Picardie pour vivre ailleurs

La croissance de la population picarde se ralentit. Le nombre d'habitants de la région, 1877000 en 2005, progresse en effet 4 fois moins vite qu'au plan national. Depuis 1999, le gain annuel n'est plus que de 3200 habitants par an contre 5200 entre 1990 et 1999. Le changement tient à ce que la différence entre arrivées et départs définitifs de la région est passée de 3000 par an à 5000, alors que la différence entre naissances et décès reste stable à environ 8200 par an. Au plan départemental, cela correspond, depuis 1999, à une stagnation de la population dans l'Aisne (536000 habitants) et à une légère hausse dans la Somme (560000, soit 4500 habitants de plus) et dans l'Oise (781000, soit 14700 habitants de plus)

Ce ralentissement est d'abord le résultat de la situation économique de la région, notamment de l'insuffisance des emplois en Picardie. Et si le Picard n'était pas aussi mobile (bien qu'on dise à tort le contraire) pour travailler hors de sa région, la situation serait bien grave. Pour autant, la situation peut encore être inversée. En effet, il suffit de quelques années pour renverser une tendance en matière de migrations. Pour y parvenir, il faut des projets structurants qui rompent le cycle consistant à penser qu'il y a moins besoin d'emplois en raison des départs, ce « moins d'emplois » provoquant en fait plus de départs !

La solution passe clairement par un changement de mentalité des patrons picards, qui doivent croire en la Picardie. Aujourd'hui, la fermeture d'entreprises rentables, l'accélération du décrochage économique de la région montrent que ce n'est pas le cas. Sinon, on va gâcher l'un des plus importants atouts de la Picardie, à savoir l'un des meilleurs soldes naturels de France, dû à une fécondité de deux enfants par femme, l'un des plus forts taux d'Europe !

## Economie : la Picardie décroche

Le produit intérieur brut (PIB) de la Picardie, c'est-à-dire les richesses produites dans la région, représentait en 2003 39 milliards d'euros. Cela la situe au 14<sup>ème</sup> rang des régions. Mais, sur la période 1998-2003, ce PIB picard a augmenté deux fois moins vite que la moyenne nationale : +1,1% par an contre 2,3% ! Cela marque une nette dégradation car, entre 1990 et 1997, la croissance annuelle de la région était proche de la tendance nationale.

Les causes en sont connues. D'une part, les chefs d'entreprises picardes réagissent toujours avec retard aux reprises de l'économie. Ce sont ainsi de nombreux emplois potentiels qui sont perdus. Ces temps de réaction (de 3 à 6 mois), conduisent à faire que certaines années (1987, 1997, 2000), la croissance régionale est faible ou presque nulle avec un contexte économique national pourtant porteur.

La seconde raison, c'est le manque de volonté des entreprises de créer des emplois en Picardie. Faute de travail, un Picard sur 7 (100.000 personnes !) contribue à la création de richesses... dans une région autre que la Picardie ! Le taux d'emploi offert dans la région (emplois pour 100 habitants) est de moins de 36, un taux si faible qu'il situe la Picardie en seulement 21<sup>ème</sup> position ! Des faits qui confirment le manque de dynamisme des patrons picards, que leur « communication » ne peut masquer.

## Vu de Bruxelles

On évoque souvent les conséquences des décisions de l'Europe sur la Picardie, rarement la façon dont Bruxelles voit notre région. Or, pour l'Europe, la Picardie se résume à une agglomération centrée sur la gare TGV Haute-Picardie, avec un vaste couloir entre Amiens et Saint-Quentin, qui, grâce à ses axes de transports (autoroutes, TGV, canaux, etc.), deviendrait une grande aire d'influence entre le Nord Ouest européen et le bassin parisien. Cette vision a pour conséquence de marginaliser les franges Est et Ouest de la région, confinant la côte picarde à sa seule vocation touristique. Ce schéma confirme aussi que l'idée d'un pôle de transports autour de la gare TGV reste un objectif. En clair, l'idée d'un aéroport est toujours d'actualité. Pourtant, on n'avoue qu'à demi-mots que la plate-forme aéroportuaire de Méaulte ne serait qu'une première étape d'un ensemble plus vaste de fret. L'idée de créer enfin un équipement structurant pour la Picardie est sûrement une bonne chose. Dommage que cela ne se fasse pas dans la transparence...

## La dilution de la Picardie

En juin 2005, nous indiquions que le « pouvoir économique s'affranchit des limites régionales ». Et nous citions les exemples du Crédit agricole de la Somme, dirigé désormais depuis Meaux, et de la fusion entre les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Abbeville et du Tréport, officielle depuis le 1<sup>er</sup> janvier. En fait, cette façon insidieuse de remettre en cause de la région semble aussi gagner le public. Ainsi, les salariés de France 3 Picardie ont fait grève contre le risque de « dilution des informations des petites régions dans des ensembles plus vastes », à l'occasion de la réorganisation des informations de la mi-journée sur la chaîne. Certes, la direction jure que ce n'est pas le but de l'opération, mais le résultat peut, de fait, aboutir à une inégalité de traitement de la Picardie par rapport à ses voisines.

## Apprentissage

### Insertion plus difficile qu'on ne le dit

Sept mois après leur sortie de formation, 32% des apprentis picards étaient au chômage et seuls 56% d'entre eux avaient un emploi non aidé. C'est ce que révèle l'enquête d'insertion de ces jeunes en 2004 du Rectorat d'Amiens. Ces chiffres sont très éloignés du discours officiel des « 80% » d'insertion. La différence est que, dans le premier cas, ce sont les apprentis qui ont décrit leur situation, dans le second, ce sont les patrons qui parlent pour eux. Ainsi, récemment, on a pu entendre ce discours patronal à la chambre des Métiers de l'Oise - l'apprentissage, ça marche et ça augmente- qui a « oublié » de dire que le nombre d'apprentis stagne en Picardie !

L'insertion des apprentis est d'autant plus difficile que, sur les 56% en emploi, seuls 34% ont des contrats à durée indéterminée. Presqu'autant sont en situation précaire si, aux CDD (13,5%) et à l'intérim (8%), on ajoute les contrats aidés ou les stages (10%). C'est dans les secteurs de la mécanique automobile, du tourisme et du bâtiment que la part des apprentis ayant un emploi non aidé est la plus faible. Quand on sait que ces deux dernières activités sont aussi celles qui comptent le plus d'abandons en cours d'apprentissage, on voit qu'on est loin du tableau idéal de l'apprentissage décrit par les patrons.

### Pôle « Agro-ressources » : le Santerre oublié

En 2005, le pôle de compétitivité Agro-ressources a été officiellement lancé. Il réunit les chercheurs, pouvoirs publics et entreprises de Champagne-Ardenne et de Picardie dans le but de valoriser les dérivés des produits agro-alimentaires et d'en développer de nouveaux. L'objectif est d'utiliser des ressources végétales (blé, betterave, colza, lin, etc.), renouvelables, pour créer des produits (carburants, médicaments,) qui se font actuellement à partir des ressources « fossiles » (produits pétrochimiques), en voie de disparition.

C'est un domaine pour lequel notre région a de nombreux atouts, un savoir-faire. Pourtant, on peut s'interroger sur la volonté d'en faire réellement profiter la région. Ainsi, l'Etat veut remettre en cause la présence en Picardie du centre technique de la conservation des produits agricoles (CTCPA), un outil d'appui technique aux professionnels du secteur.

De plus, les entreprises de ces pôles vont bénéficier d'exonérations fiscales, notamment au titre de la recherche-développement. Mais s'il faut se méfier des « chasseurs de prime », le zonage proposé est inquiétant (voir ci-après).

Il comprend toutes les Ardennes, une bonne partie de l'Aube et la région de Reims pour la Marne. En Picardie, il ne comprend que les alentours d'Amiens, Compiègne, Saint-Quentin, Laon, Château-Thierry et... Péronne, raccroché in extremis ! Ce qui choque, c'est que le Santerre, le poumon de la Picardie agricole et agro-alimentaire, n'est pratiquement pas retenu. Cela signifie que les futures industries n'auront pas d'intérêt à y venir et, comme Fleury-Michon, iront voir ailleurs ! Cela confirme le sentiment ressenti par nombre d'intervenants sur ce pôle : ce n'est pas la région qui a les meilleurs atouts (la Picardie) qui aura forcément les meilleures retombées !

